

Les États-Unis et la Grande-Bretagne mènent des opérations pour le maintien de la paix depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils ont des troupes partout au monde. Les États-Unis ont dépensé des sommes d'argent considérables pour assurer que nos moyens de défense ou de représailles soient suffisants en cas d'attaque atomique. C'est cela le maintien de la paix, si les députés veulent en parler. Mais il me semble qu'il est mal de critiquer ce qu'un allié fait dans le Sud-Est asiatique alors que nous ne faisons rien. Si j'étais Américain, je dirais en réponse à des instances canadiennes: si vous ne voulez pas nous aider, au moins taisez-vous. C'est comme cela que je réagirais.

J'aurais les mêmes sentiments que pendant la première Grande Guerre, alors que le président Wilson disait que les États-Unis étaient trop fiers pour se battre et qu'il écrivait des notes à l'Allemagne. Nous qui étions en Europe devant les lignes allemandes, nous n'avions que du mépris pour cette attitude. Et nous n'étions pas plus empressés à approuver la position des États-Unis de 1939 à 1941. Alors que le Commonwealth s'est battu seul pendant un an, les États-Unis étaient dans l'expectative, tout comme nous, en ce moment, pour ce qui est du Vietnam du Sud. A mon avis, il est mal de notre part de tant nous préoccuper de ce que font nos voisins et de leur donner des conseils.

Nous nous inquiétons énormément de la reprise des bombardements. Je dirai au ministre que limiter les bombardements aériens à des cibles stratégiques, militaires et lancer des obus d'artillerie sur des cibles militaires, c'est la même chose. D'après mon expérience, je préférerais être la cible de bombes larguées par les avions que d'essuyer le feu des mortiers, parce que les avions dirigent souvent mal leurs bombes. Bien sûr, c'est révoltant et bien malheureux que des femmes et des enfants soient tués dans ces bombardements. Mais si on vise des cibles militaires, quelle différence y a-t-il entre les bombardements aériens et le tir d'artillerie? Je dis au ministre que nous sommes mal placés pour donner des conseils au sujet de la ligne de conduite à adopter relativement aux négociations.

Durant les quelques minutes qui me restent, je ne peux m'étendre sur la question, mais je signalerai au moins deux points que nous pourrions examiner. Qu'il y ait lieu ou non de prendre certaines mesures, je ne saurais le dire. Le ministre affirme que nous n'enverrons pas de troupes au Vietnam, à moins que ce ne soit sous l'autorité des Nations Unies. Or, il est peu probable que les Nations Unies s'engagent au Vietnam. Certaines procédures à suivre—des questions

d'ordre technique—les en empêchent. Mais pourquoi ne pourrions-nous pas fournir des services médicaux et hospitaliers aux troupes qui combattent au Vietnam du Sud? Nous pourrions en fournir, par exemple, aux Australiens et aux Néo-Zélandais. Fournissons-en aux Sud-Vietnamiens qui assument le plus lourd fardeau dans cette lutte. Nous pourrions certainement accomplir ce geste immédiatement. Le ministre a déclaré que le Canada a des entretiens avec la Croix-Rouge à ce sujet. Offrons nos services à cet égard. Certains Canadiens seraient sûrement prêts à servir bénévolement et à prendre des risques. Les Canadiens ont toujours été prêts à prendre des risques dans le monde entier.

Si cela ne peut se faire, pourquoi ne pas augmenter nos troupes engagées dans le cadre de l'OTAN et libérer les forces américaines pour les opérations au Vietnam du Sud? Pourquoi ne jouons-nous aucun rôle dans ce conflit? Si nous y prenons part, nous pourrions nous asseoir à la table des négociations et, avec raison, exhorter les États-Unis à faire ceci ou cela. Il ne suffit pas de se tenir à l'écart et de dire que la guerre est horrible, ce qu'elle est, bien sûr, et que les parties en cause devraient mettre fin au combat, tout en reconnaissant, en même temps, comme nous le faisons, que si les États-Unis se retirent du conflit, nous courrons de plus graves dangers, peut-être, que ceux de 1939.

Voici comment j'envisage la situation. Nos dirigeants manquent d'initiative à l'égard de ce conflit. Si nous rejetons la thèse en vertu de laquelle les États-Unis se sont engagés au Vietnam du Sud, c'est une autre paire de manches. Mais je ne la rejette pas. J'estime que lorsque notre allié le plus puissant s'est engagé dans une lutte qui lui coûte bien des vies et beaucoup d'argent et lorsque notre gouvernement affirme que la situation est grave et que notre avenir dépend du succès des opérations des États-Unis dans cet endroit, nous devrions faire plus que ce que nous faisons en ce moment.

Nous nous tenons à l'écart alors que nous devrions apporter notre aide. Je propose que nous apportions une aide non combattante, comprenant des services médicaux et hospitaliers. Ou encore, qu'on augmente nos forces dans le cadre de l'OTAN, de sorte que les forces des États-Unis soient libérées pour le service en Extrême-Orient.

• (7.10 p.m.)

**M. Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les îles):** Monsieur le président, bien que je sois fort tenté de poursuivre le débat sur le Vietnam, surtout vu qu'on a soutenu—quelle originalité!—que les bombardements du Vietnam du Nord étaient probablement inefficaces, je traiterai de ce qui, à mon sens, revêt beaucoup